

Maintien des services postaux—Loi

[Traduction]

M. Blaikie: Madame la Présidente, le député a raconté une anecdote qui illustre à merveille le plan qu'on peut déceler derrière bon nombre des initiatives et des mesures prises par le gouvernement. Dans une municipalité de sa circonscription, en effet, on a donné pour adresse à des citoyens une autre municipalité que la leur, et c'est Postes Canada qui a conçu cette machination afin de pouvoir se servir d'employés non syndiqués.

● (1630)

Depuis 1984, on cherche à supprimer le groupe des travailleurs bien rémunérés, à créer une société composée de deux catégories de Canadiens: une élite de professionnels et d'autres travailleurs fort bien payés et un groupe beaucoup plus nombreux de citoyens à la base qui se battent pour les emplois disponibles dans ce climat antisyndical et marqué par le libre-échange. Nous allons assister à la disparition de cette partie de la classe moyenne qui se compose de travailleurs bien payés, lesquels forment la vaste majorité de mes électeurs. Ces travailleurs sont appelés à disparaître. Leur groupe sera supprimé dans le cadre du programme économique du gouvernement progressiste conservateur.

Nous allons assister au Canada à quelque chose qui se fait beaucoup plus vite aux États-Unis, soit la suppression de ce que nous appelons en général et, je l'avoue, de façon plutôt inexacte, la classe moyenne. Le gouvernement ne doit pas oublier ce qu'Aristote a dit de la classe moyenne. Il a dit que plus elle était nombreuse, moins élevés étaient les risques de révolution.

Avec ce genre de loi et d'autres initiatives, nous allons créer au Canada des risques de conflit perpétuel, non seulement entre les Canadiens qui vont se battre sans merci pour des emplois qui ne sont plus aussi rémunérateurs qu'ils l'étaient, mais entre les deux groupes de Canadiens dont j'ai parlé, avec cette loi qui s'ajoute aux autres mesures qu'a prises le gouvernement.

C'est très regrettable, car ce qui caractérise notamment le Canada plus que tout autre pays occidental, c'est la classe moyenne, les postiers, enseignants et autres travailleurs bien rémunérés, par exemple, qui payent pour bien des choses qui sont uniques au Canada, à savoir notre assurance-maladie et d'autres programmes sociaux que nous avons réussi à établir depuis 1945. Tout cela sera en jeu dans la réorganisation de notre économie et dans les relations patronales-syndicales, dans les relations entre le gouvernement et ses employés et dans celles que le gouvernement tient tellement à établir entre le Canada et les États-Unis.

M. Boudria: Madame la Présidente, je tiens à remercier le député pour les observations excellentes qu'il a faites dans son intervention. Je voudrais apporter la rectification suivante: entre les bureaux de poste de Navan et d'Orléans, il y a une distance de huit milles et pas de huit kilomètres. C'est encore pire que je n'avais dit.

Les habitants de cette région ont eu bien des problèmes. Imaginez un peu une personne qui vous dit ceci: «D'après la

lettre que je vous ai envoyée l'autre jour, j'habite Navan, mais n'essayez pas d'aller me trouver là car j'habite Orléans. C'est que les Postes ont une façon bizarre et compliquée de nous faire indiquer notre adresse. Nous habitons Orléans, mais nous sommes censés faire semblant d'habiter ailleurs.»

J'ai envoyé une lettre au ministre responsable de Postes Canada (M. Andre) et il m'a répondu il y a environ un an et demi, après une attente de quatre mois, pour m'expliquer que les gens qui habitent Orléans sont censés faire semblant d'habiter Navan. Ils sont censés indiquer leur nom, le nom de leur rue, puis «Navan (Orléans)» et terminer par le code postal.

Inscririez-vous «Ottawa (Gatineau)» sur votre adresse, madame la Présidente? Certainement pas. C'est ridicule. En fait, Ottawa et Gatineau sont plus proches que Navan et Orléans. Cet exemple montre bien à quels moyens étranges et malavisés Postes Canada utilisent pour essayer d'économiser quelques dollars. Ce système cause de grosses perturbations.

Mon prédécesseur vient de nous parler des deux catégories de citoyens que créait le gouvernement en sabrant dans le revenu de la classe moyenne. Il a parfaitement raison. On nous a présenté budgets sur budgets qui ont occasionné des bouleversements sociaux majeurs en imposant des hausses d'impôt formidables à beaucoup de Canadiens. Dans son premier discours sur le budget, c'est le ministre des Finances (M. Wilson) qui a dit, je crois, qu'il y avait pénurie de riches au Canada. Je suis certains que mes collègues s'en souviennent. Je ne trouve pas du tout que le Canada manque de riches. Mais ce ne sont pas les pauvres qui manquent, par contre, et c'est bien là le problème. Le gouvernement grossit les rangs des pauvres pour plaire à ses nombreux amis riches.

Les Canadiens veulent un bon gouvernement, un gouvernement juste. Ils veulent avoir un gouvernement qui ne prendra pas toutes sortes de moyens tortueux pour rehausser une réputation tellement ternie par les excès, les abus de pouvoir, les conflits d'intérêts et tous les scandales possibles et imaginables. A cause de votre impartialité, madame la Présidente, vous serez en mesure de reconnaître que les Conservateurs ont abusé de leur pouvoir par le passé. Les Canadiens souhaitent que leur gouvernement fasse preuve de compétence, d'honnêteté et de sincérité. Ils veulent que les Conservateurs cessent d'imposer aux Canadiens des mesures insensées.

M. Duguay: Madame la Présidente, je tiens à donner la réplique au commentaire de mon collègue selon lequel cette mesure législative est inappropriée. Durant la plus grande partie de ma vie, j'ai travaillé dans une école secondaire. J'ai toujours cru que la meilleure façon d'agir avec les jeunes consiste à leur laisser prendre leurs propres décisions, tout en conservant le droit d'imposer un élément de maturité lorsqu'ils se comportent d'une façon qui ne convient pas, même à des jeunes.

J'ai jugé un peu rapidement que bon nombre des arguments auxquels on a eu recours de part et d'autre durant le débat de la semaine dernière n'étaient pas pertinents. Cependant, ce que j'ai vu hier après-midi m'a convaincu que le gouvernement avait raison d'imposer le retour au travail à ces gens.